METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

**NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU
CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

18063/ 13250

**APPROBATION DE LA CRÉATION ET DE L'AFFECTATION DE L'OPÉRATION
D'INVESTISSEMENT " DÉPENSES LIÉES À LA GESTION DE L'ECLAIRAGE
PUBLIC SUR LES COMMUNES DU TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE"**

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres, avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Pour autant, la Métropole doit rembourser les communes gestionnaires de l'éclairage public sur leur territoire respectif.

A cet effet il est nécessaire de créer l'opération d'investissement intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » pour un montant de 17 080 000 €, inscrite dans le Budget Primitif 2020, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole.

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains

■ Séance du 19 Décembre 2019

13250

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle

des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Pour autant, la Métropole doit rembourser les communes gestionnaires de l'éclairage public sur leur territoire respectif.

A cet effet il est nécessaire de créer l'opération d'investissement n°2020 1 016 00 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » pour un montant de 17 080 000 €, inscrite dans le Budget Primitif 2020, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 17 080 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2020 1 016 00 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » pour un montant de 17 080 000 € TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif de l'année 2020.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2020 : 15 901 000 €

CP 2021 : 1 179 000.€

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué

Espace Public et Voirie

Christophe AMALRIC